

Brexit : l'économie britannique fait de la résistance

L'activité au Royaume-Uni n'a pas lourdement chuté, mais des signes de ralentissement apparaissent

LONDRES - correspondance

En apparence, les « brexiteurs » peuvent se frotter les mains. Cent jours après le vote pour sortir de l'Union européenne, le cataclysme économique n'a pas eu lieu. Les premières statistiques sont rassurantes : si un léger ralentissement de l'économie du Royaume-Uni est perceptible, il est très modéré.

Vendredi 30 septembre, l'indice du secteur des services est venu confirmer cette impression : il est en hausse de 0,4 % en juillet par rapport à juin. C'est un peu moins que le rythme du deuxième trimestre (0,6 %), mais cela reste soutenu. Cet indicateur était très attendu : le secteur des services représente les quatre cinquièmes de l'économie britannique, et il s'agissait de sa première publication pour la période d'après le référendum du 23 juin. « Une récession sera presque certainement évitée cette année », estime Scott Corfe, le directeur du Centre for Economics and Business Research.

Ces statistiques viennent s'ajouter à une série d'autres indicateurs encourageants. La consommation des ménages a continué comme si rien ne s'était passé, le chômage n'a pas progressé, le secteur de la construction reste solide... La période d'avant le référendum, elle, n'a pas connu de ralentissement, contrairement à ce que craignaient de nombreux économistes. Les statistiques publiées vendredi indiquent une croissance de 0,7 % au deuxième trimestre, et de 2,1 % sur douze mois (juillet 2015-juin 2016).

Darren Morgan, de l'Office national des statistiques, toujours très prudent, peut désormais affirmer sans crainte : « Ces données viennent soutenir le point de vue qu'il n'y a pas de signe de choc immédiat sur l'économie. »

La relative bonne santé de l'économie

britannique doit beaucoup au soutien apporté par les autorités

Comment expliquer cette bonne tenue économique ? Une nouvelle erreur collective des économistes, qui avaient tous averti d'un ralentissement en cas de vote pour le Brexit ? Ou le calme avant la tempête ?

« Le Brexit n'a pas encore eu lieu et son effet n'est que retardé », estime Iain Begg, professeur à la London School of Economics. Techniquement, il ne s'est en effet rien passé. Le Royaume-Uni reste membre de l'UE et aucune barrière douanière n'a été érigée.

La première ministre, Theresa May, n'a même pas encore fait appel à l'article 50 du traité de Lisbonne, qui lancera officiellement le processus de retrait de l'UE, en ouvrant une période de négociations de deux ans.

L'échéance est repoussée à 2017, probablement entre le premier et le troisième trimestre. « L'incidence économique va prendre plus de temps à se faire sentir, parce que le Brexit sera un processus plus lent que prévu », estimait, mardi 27 septembre, Minouche Shafik, vice-gouverneure de la Banque d'Angleterre.

Tous les grands instituts économiques parient sur un sérieux ralentissement de la croissance en 2017. Le consensus tourne autour de 1 %, moitié moins que le rythme d'avant le référendum.

M^{me} Shafik se montre très inquiète : « Il n'y a pas de doute que l'économie traverse un choc économique. Nous prévoyons environ 0,3 % de croissance au troisième trimestre, deux fois moins [qu'avant le référendum]. »

Selon elle, deux mécanismes de diffusion du Brexit sont en cours. Le premier vient de la chute de 10 % de la livre sterling. Mécaniquement, dans ce pays qui importe plus qu'il n'exporte, cela va renchérir les prix, en grignotant le pouvoir d'achat des ménages.

Pour l'instant, l'inflation n'est que de 0,6 %, mais elle devrait monter aux alentours de 2 % au cours du premier semestre 2017, selon la Banque d'Angleterre.

« Un point de vue très naïf »

Le second mécanisme de contamination est encore plus lent. Face à l'incertitude, les entreprises pourraient geler ou repousser leurs investissements. Nissan, qui possède à Sunderland (nord-est de l'Angleterre) la plus grosse usine automobile du pays, en fabriquant un demi-million de véhicules par an, vient d'avertir : elle gèle ses investissements jusqu'à ce que l'issue du Brexit soit claire. « Nous l'avons dit au gouvernement [britannique] : si vous voulez savoir si nous investissons ou non, il faut que vous nous

disiez quelles seront les conditions des relations entre le Royaume-Uni et l'Europe », explique Carlos Ghosn, le patron de Renault-Nissan, dans un entretien accordé à Bloomberg.

Jaguar Land Rover s'inquiète également. « Nous devons tout repenser et voir comment faire face le mieux possible au Brexit », affirme, à Reuters, Ralf Speth, son directeur général. Est-ce que cela inclut aussi ses investissements ? « Tout. »

Selon Reuters, le groupe britannique, qui appartient à l'indien Tata, a calculé que si le Royaume-Uni revenait aux règles de l'Organisation mondiale du commerce, avec des droits de douane de 10 % sur ses exportations européennes, ses bénéfices annuels seraient amputés d'1 milliard de livres (1,15 milliard d'euros).

Le gouvernement japonais a également tiré la sonnette d'alarme. Dans un mémo envoyé à Downing Street, il prévient : « Les entreprises japonaises dont le siège européen est au Royaume-Uni pourraient décider de le transférer en Europe continentale. »

Pour l'instant, face au grand flou

« Le Brexit n'a pas encore eu lieu et son

effet n'est que retardé »

IAIN BEGG

professeur à la London School of Economics

des négociations sur le Brexit, les multinationales étrangères préfèrent attendre. Si Londres réussit à obtenir le maintien du Royaume-Uni au sein du marché unique, les menaces ne seront pas mises à exécution. Sinon, le phénomène semble inévitable, même si son ampleur est encore difficile à mesurer.

Du côté des entreprises britanniques, dans cette période d'attente, souvent comparée à une « drôle de guerre » entre Londres et Bruxelles, de nombreux chefs d'entreprise semblent, pour l'instant, relativement détendus. « J'ai passé beaucoup de temps, ces dernières semaines, avec des groupes patronaux, et l'ambiance qui domine, c'est : "le gouvernement et Bruxelles finiront bien par trouver une solution", témoigne Anand Menon, qui dirige le groupe universitaire UK in a changing Europe. Je crois que c'est un point de vue très naïf. Mais nous verrons bien... »

Enfin, la relative bonne santé de l'économie britannique jusqu'à présent doit aussi beaucoup au soutien apporté par les autorités. La Banque d'Angleterre a réduit, en août, son taux d'intérêt, de 0,5 % à 0,25 %, et elle a entamé un nouveau programme de desserrement monétaire. Cela pourrait n'être qu'un début. « Davantage de stimulus sera nécessaire à un moment donné », estime Minouche Shafik.

A cela s'ajoute un possible plan de relance budgétaire. Philip Hammond, le ministre de l'économie, doit présenter son budget fin novembre. Il a laissé entendre qu'il allait desserrer l'austérité menée depuis six ans.

Si les signes de ralentissement se multiplient d'ici là, son plan de soutien pourrait prendre de l'ampleur. ■

0,7%

C'est le rythme auquel a crû l'économie britannique au deuxième trimestre. Ce rythme, solide, prouve sans conteste que la croissance

n'a pas été affectée par les débats précédant le vote du 23 juin sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Au-delà, l'année 2017 inquiète les analystes et les milieux d'affaires, qui craignent une réticence des investisseurs à s'engager au Royaume-Uni tant que les conditions d'une sortie de l'Union européenne n'auront pas été fixées.

La City se prépare à perdre des emplois

Mark Boleat, patron de la corporation de la City, craint un « Brexit hard » et envisage un permis de travail uniquement pour Londres

RENCONTRE

LONDRES - correspondance

L'ambiance est lourde dans le palais de Guildhall depuis le vote en faveur du Brexit. Ce splendide bâtiment, dont les fondations remontent aux Romains, abrite aujourd'hui la corporation de la City, institution millénaire, qui défend désormais les intérêts du centre financier.

Mark Boleat, son « directeur des politiques », en est le lobbyiste en chef. Très actif pour le « Remain » pendant la campagne du référendum, il ne cache pas sa déception face au résultat. Cent jours après le vote, il est même de plus en plus inquiet. Selon lui, le « Brexit hard » sera difficile à éviter. « C'est une vraie possibilité, et ce serait mauvais pour la City », confie-t-il dans un entretien au *Monde*.

En clair, il sera très dur pour le Royaume-Uni de conserver le fameux « passeport financier » qui permet aux entreprises sises à

Londres de vendre leurs produits financiers à travers l'Union européenne (UE). « Il est clair que nous allons perdre des emplois, qui vont partir en Europe. La vraie question est combien. Notre espoir est que ce soit très peu. » Il rappelle néanmoins que « certains estiment que 50 000 personnes pourraient être concernées ».

Signaux inquiétants

L'importance du passeport financier a été détaillée le 20 septembre par la Financial Conduct Authority, le régulateur financier britannique. Celui-ci a dévoilé que 5 500 entreprises basées au Royaume-Uni en faisaient l'usage. Elles emploient au total 590 000 salariés (pas forcément dans des activités liées à l'UE).

Face à ce risque de perdre le passeport, les grandes institutions financières se mobilisent. Lloyd's, le marché des assurances, a tiré la sonnette d'alarme début septembre. « Si nous ne conservons pas

l'accès au marché unique [c'est-à-dire au passeport], la conséquence inévitable pour Lloyd's – et tous les autres assureurs – sera de transférer notre activité à l'intérieur de l'UE », a averti John Nelson, son président. Tidjane Thiam, le patron de Credit Suisse, a souligné de son côté que « 15 % à 20 % du volume de ce qu'on fait [à Londres] » est lié au passeport. JPMorgan a donné des ordres de grandeur similaires.

Pour l'instant, ces institutions financières n'ont pas annoncé de grands départs, chacun attendant d'avoir plus d'informations. « Nous ne savons pas la forme que prendra le Brexit », explique M. Thiam. « Ce n'est pas très confortable, mais je crois que nous allons attendre jusqu'à ce que les choses deviennent plus claires. » Néanmoins, les entreprises de la City préparent leurs plans, et mènent des discussions avancées avec les régulateurs des différentes villes qui les intéressent : Dublin, Luxembourg, Francfort, Paris, Amsterdam...

Les signaux que ces sociétés reçoivent de M. Boleat sont, pour l'instant, inquiétants. Son objectif initial était de conserver le statu quo. Aujourd'hui, le lobbyiste mesure que ce sera politiquement extrêmement difficile à obtenir. « Nous souhaitons répliquer les conditions actuelles, à savoir l'accès au marché unique et la libre circulation des personnes, mais nous ne le pourrions pas. »

Ce dur retour aux réalités fait suite à ses rencontres avec certains ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement britannique. M. Boleat fait partie d'un groupe de dix-huit représentants de la City, constitué dans l'urgence pour faire pression dans les discussions du Brexit. Il a notamment rencontré Philip Hammond, le chancelier de l'Échiquier. D'autres réunions ont eu lieu en privé.

Tous les officiels ont fait passer un message : imposer des limites à l'immigration européenne est une priorité du gouvernement. Or, Bruxelles a été clair : l'accès complet au marché unique et au passeport ne seront offerts qu'en échange de la libre circulation des personnes. Entre immigration et économie, il faudra choisir. Et pour l'instant, la balance ne penche pas en faveur de la City.

« Le débat sur l'immigration est de très mauvaise qualité, se désespère M. Boleat. Les immigrés ne prennent pas l'emploi des Britanniques. Ils contribuent à l'économie. » Pour contourner le problème, il lance l'idée d'un système de permis de travail uniquement pour Londres. « Nous regardons de près l'idée d'un visa séparé pour la capitale. » Le concept n'en est pour l'instant qu'à son état embryonnaire, mais il y a un précédent. En 2004, l'Écosse a bénéficié d'un système de visas uniquement pour sa nation, qui a, depuis, été abandonné. Sadiq Khan, le maire de Londres, a indiqué qu'il était intéressé par l'initiative.

Enfin, voyant que ses arguments sont actuellement peu entendus par le gouvernement britannique, M. Boleat ajoute une dernière demande. « Si nous perdons le passeport financier, nous aurons besoin d'une période de transition. » Il estime que les deux années de négociation prévues par l'article 50 du traité de Lisbonne sont insuffisantes. ■

É. A.

Entre immigration et économie, il faudra choisir. Et, pour l'instant, la balance ne penche pas en faveur de la City